

**AVIS DE VACANCE**

**EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Intitulé du poste:**  (DG-DIR-UNITE) | **INTPA-G-5\_B** |
| **Chef d’unité :**  **Adresse e-mail :**  **Téléphone :**  **Nombre de postes disponibles:**  **Prise de fonction souhaitée :**  **Durée initiale souhaitée :**  **Lieu d’affectation :** | **Olivier Luyckx**  [**Olivier.Luyckx@ec.europa.eu**](mailto:Olivier.Luyckx@ec.europa.eu)  **+32 229-64110**  **1**  **2ème trimestre 2022**  **2 ans**  **X Bruxelles □ Luxembourg □ Autre: ……………..** |
|  | **X  Avec indemnités □   Sans frais** |
| **Cet avis est également ouvert**  □**aux pays AELE suivants :**  □ **Islande** □ **Liechtenstein** □ **Norvège** □ **Suisse**  □ **Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège)** □**aux pays tiers suivants:**  □**aux organisations intergouvernementales suivantes:** | |

**1. Nature des fonctions**

Au sein de la Commission Européenne, la Direction Générale des Partenariats Internationaux est en charge de la politique de développement et de coopération dans le contexte plus large de la coopération internationale tout en s'adaptant sans cesse aux évolutions des besoins des pays partenaires. Cela dépasse donc la coopération avec les seuls pays en voie de développement mais inclut les pays en phase transitoire qu'ils soient à faibles revenus ou à revenus intermédiaires. Dans le cadre de la mission générale de la DG INTPA, l'unité G5 contribue à la formulation de politiques sectorielles dans les domaines de la paix, de la résilience, de la stabilité et de la sécurité en lien avec le développement.

Au sein de la Direction G dédiée au développement humain, les migrations, la gouvernance et la paix, l'unité thématique G5 "Résilience, paix et sécurité" a pour mission de contribuer au développement durable, la paix et la stabilité en :

- fournissant une expertise et du renforcement capacitaire pour contribuer à l'amélioration de la sécurité au plan régional et national en intégrant tous les maillons de la chaine pénale (services de police/unités de gendarmerie, autorité judiciaire, gestion des frontières, douane);

- fournissant une expertise et du renforcement capacitaire pour s'assurer de la prise en compte par les pays impactés par des crises et/ou fragiles des approches liées à la sensibilité des conflits, la consolidation de la paix et la résilience.

L'unité est un centre d'expertise en matière de coopération liée à la résilience, la paix et la sécurité tout en intégrant les problématiques affectant les questions de genre et les mineurs. Cela implique aussi la fourniture d'expertise pour la coopération en matière de réforme des systèmes de sécurité (RSS) : crime organisé (dont la criminalité environnementale, les trafics et la cybercriminalité); la protection des infrastructures critiques (sécurité des emprises maritimes, portuaires et aériennes); la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, la lutte anti blanchiment et le financement du terrorisme, etc.

Les taches liées au domaine de la réforme des systèmes de sécurité sont traitées par l'unité sécurité et le candidat retenu fera partie d'une équipe composée de 7 collègues sous la responsabilité d'un chef de secteur.

Il/elle aura pour missions de :

a) conseiller et appuyer les responsables de projets liés à la réforme des systèmes de sécurité durant toutes ses phases pour aider les pays tiers à améliorer leur gouvernance en particulier pour les reformes liées a l'autorité judiciaire et en particulier dans le domaine pénal. Ces actions devront être mise en œuvre en lien avec les partenaires institutionnels (tels que les juridictions, les parquets, les services de police de toutes natures - sécurité publique, police judiciaire, services de renseignement et de contreterrorisme …) et les autorites nationales (ministères de la Justice, de l'intérieur …) dans les pays bénéficiaires en lien direct avec les priorités établies par la Commission ;

b) contribuer à définir les politiques européennes liées à la sécurité et en particulier en lien avec la grande criminalité et la criminalité organisée et leur principaux vecteurs, les trafics de stupéfiants, les flux illicites de toutes natures dont la criminalité financière sous toutes ses formes (blanchiment, recouvrement d'avoirs criminels …) et le contreterrorisme ;

c) suivre et contribuer aux différents dialogues sur les politiques liées à la sécurité avec les pays partenaires au niveau bilatéral et régional;

d) fournir des avis et appuyer les autres unités de la DG INTPA (en particulier les unités géographiques) et les délégations de l'UE dans les domaines mentionnes et sur les phénomènes criminels émergents.

e) travailler en étroite collaboration avec les autres services de la Commission européenne et le SEAE ainsi que les partenaires extérieurs.

**2. Qualifications requises**

**a) Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

• Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;

• Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;

• Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

**b) Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou

- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s): politiques de sécurité, comprenant une expérience minimum de 5 années dans le domaine de la sécurité.

Expérience professionnelle

De solides antécédents dans le domaine de la procédure et du droit pénal est essentiel. De l'expérience dans le domaine du ministère public (poursuites pénales) dans les matières liées aux trafics, crime organisé, blanchiment ou contreterrorisme serait appréciée.

De l'expérience dans le domaine de la conception des politiques publiques en matière de sécurité, réforme de la justice pénale, la supervision et la redevabilité du secteur de la sécurité ainsi que les politiques de développement et la coopération judiciaire internationale serait un atout.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais courant (écrit et parlé), Français et/ou allemand serait un plus.

**3. Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidaturesous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>)en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents(tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle,…). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection.

Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

**4. Conditions du détachement**

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l’Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l’obligation de lancer cette procédure d’habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

**5. Traitement des données à caractère personnel**

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.DDG.B4. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 10 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue ou a été retirée).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

**Informations de contact**

- **Le contrôleur de données**

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, HR.DDG.B.4, [HR-MAIL-B4@ec.europa.eu](mailto:HR-MAIL-B4@ec.europa.eu).

- **Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission**

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données ([DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu](mailto:DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu)) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

**- Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données ([edps@edps.europa.eu](mailto:edps@edps.europa.eu)) (c’est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications nécessaires.